L'Anarcho-syndicaliste - n°24
mai 1995
Union des anarcho-syndicalistes

DE VICHY À BERLIN...

François MITTERRAND a débuté sa carrière politique à Vichy.

La presse nous apprend *«qu'il a choisi de prononcer son dernier grand discours à Berlin»*, où il a exalté la *«construction européenne»* et rendu hommage *«aux soldats de la Wermacht»*.. La boucle est bouclée: *NEUE EUROPA!*

Personne ne pourra reprocher à MITTERRAND de ne pas être demeuré lui-même. Il est l'homme de la continuité et son parcours politique fait preuve d'une belle unité: de l'extrême droite à la *«gauche»* chrétienne... Seuls les naïfs pourraient y voir un quelconque changement de cap!

La vie politique est faite de paradoxes: c'est un gaulliste qui dénonce *«la dérive monarchique»* de la Vème République (encore qu'il n'y ait pas, à proprement parler, de *«dérive monarchique»*, la cinquième République est d'essence monarchique ou, plus exactement, bonapartiste), alors que l'auteur du *«coup d'état permanent»* a considérablement aggravé le caractère réactionnaire des institutions de la Vème République et s'est complu dans les délices du *«pouvoir personnel».*

Mais il n'y a pas lieu de s'en étonner dans la mesure où ce qui est, finalement, en cause, c'est la démocratie dont les partisans du *«principe de subsidiarité»,* où qu'ils se trouvent, sont tout naturellement des adversaires acharnés.

A ce propos, on notera deux incidents révélateurs lors du second tour de l'élection présidentielle. MITTERRAND et DELORS participant au scrutin, n'ont ostensiblement pris qu'un seul bulletin de vote (celui de JOSPIN). On imagine qu'ils ont dû, malgré tout, passer par l'isoloir... Pour quoi faire? **(1)**.

Or, le suffrage universel n'est véritablement une conquête démocratique que s'il s'accompagne du secret du scrutin. Le geste symbolique de nos deux compères s'inscrit dans la pratique plébiscitaire chère à tous les régimes totalitaires. C'est ainsi que Staline obtenait des résultats électoraux en sa faveur... à plus de 100%!!!

Cela étant, nous verrons le nouveau Président de la République à l'œuvre. On aurait cependant tort de se faire la moindre illusion. Les institutions de la Vème République, de surcroît étroitement contrôlées (au nom du principe de subsidiarité) par la bureaucratie cléricale de Bruxelles, ne laissent que peu de marge à l'initiative gouvernementale et les altercations, même fondées, avec le Directeur de la Banque de France n'y pourront rien changer dans la mesure où les fameux *«critères de convergence»* subsistent. Le *«vrai changement»* ne résultera pas de la volonté présidentielle mais de l'action de classe des travailleurs organisés dans leurs syndicats.

Cependant et, comme se plaisent à le souligner les néo-socialistes, *«il n'y aura pas d'état de grâce»* et le nouveau gouvernement aura à compter avec l'action des travailleurs et de leurs syndicats. Il est probable que la lutte des classes, un moment occultée par l'idéologie nationale *«socialiste»* va retrouver ses droits comme il est normal en régime démocratique.

En tout état de cause le trio infernal JOSPIN/DELORS/ AUBRY, (auquel on peut ajouter GANDOIS Président Rocardien du CNPF et... généreux employeur de Martine!), était lourd de menaces contre nos libertés démocratiques. Pour autant, rien n'est assurément gagné et, aujourd'hui plus que jamais, les travailleurs doivent d'abord compter sur eux-mêmes, mais nous avons, probablement, échappé au pire!

Alexandre HÉBERT.

(1) On me dit que DELORS ne serait même pas passé par l'isoloir!

L'EUROPE *«SYNDICALE»*...

NEO-CORPORATISME ET REACTION

Dans le *FIGARO* du 19 mai, Jean-Louis VALIDIRE rend compte du Congrès de la C.E.S. à la tribune duquel, nous dit-il: *«les syndicats français ont exprimé leurs divergences»*.

Il est clair que les thèses exprimées dans ce congrès sont en totale contradiction avec notre conception du rôle et de la place des syndicats. Pour nous les syndicats sont des associations que les travailleurs ont constitué pour défendre leurs intérêts. Alors qu'Emilio Gabaglio, Secrétaire Général de la C.E.S.,souhaiterait, quant à lui, faire des syndicats: *«le véritable contre pouvoir européen».*

On retrouve là les thèses chères à la C.F.D.T. pour qui les syndicats doivent se transformer en partis politiques chargés de cogérer, au nom du bien commun, entreprises et société.

C'est d'une certaine manière, ce qu'exprime également Padraig Flynn, commissaire européen qui enjoint aux syndicats de changer: *«pour répondre aux nouvelles préoccupations, aux nouveaux cadres de travail et à la nature de plus en plus hétérogène du travail et du travailleur qui englobe le chômeur et l'indépendant»*.

Comme on le voit, pour le distingué commissaire politique européen, les syndicats ne doivent plus être l'organe de défense des intérêts des travailleurs salariés mais une organisation (de contre pouvoir) organisant en tant que tels les travailleurs, les chômeurs...

On se demande,dans ces conditions, à quoi peuvent bien servir les partis politiques?

Marc BLONDEL, a, semble-t-il, défendu le *«Service Public Européen»*. Pour ma part, je connais des services publics dépendant des états nationaux et actuellement fort malmenés par les instances européennes . Quant au *«service public européen»*, je ne vois vraiment pas de quoi il s'agit. Mais il est vrai qu'on peut faire difficilement confiance à Validire pour rendre compte objectivement des positions défendues par BLONDEL.

D'autant que le rédacteur du FIGARO insiste surtout sur l'intervention de Nicole NOTAT qui, de toute évidence, frétille comme un poisson dans l'eau parmi les sociaux-chrétiens du *«syndicalisme» européen»*.

Nicole se réjouit de la *«mini révolution culturelle»* que constitue à ses yeux le Congrès de Bruxelles. Pour elle: *«les analyses économiques contenues dans les textes présentés montrent que les syndicats européens sont "sortis du schéma keynésien et du cycle vertueux" de la croissance soutenue par la demande qui engendrerait immanquablement la création d'emplois. La C.F.D.T. salue le fait qu'en matière de réduction du temps de travail "tous les cas de figure puissent être négociés"»*.

Ce qui, en clair, signifie que les travailleurs doivent adhérer à sa philosophie de la misère et accepter les thèses réactionnaires et cathos du *«partage du travail et des revenus»*.

Heureusement qu'en France, nous avons, au moins, momentanément, échappé à Martine AUBRY Premier Ministre.

On notera également que, lorsque cela s'avère nécessaire, notre Ste-Mère-l'Église sait rassembler ses enfants et Jean-Louis Validire nous apprend qu'au Congrès de la C.E.S.: *«La C.F.T.C.et la C.F.D.T. se retrouvent pour accorder à la C.E.S. le mandat de négocier dans les discussions qui pourraient s'ouvrir à l'échelon européen».*

Mais, contrairement à l'angélique DELEU, Président de la C.F.T.C. qui: *«se félicite que "le monde syndical européen puisse se mettre d'accord sur les problèmes les plus difficiles au contraire des chefs d'Etat"»*, le rédacteur du FIGARO note que: *«Plus prudente, F.O. estime que la signature d'un éventuel compromis devrait être ratifié à l'unanimité. Mais les uns et les autres sentent bien que derrière cette modification de comportement, se profile une nouvelle donne pour les relations intersyndicales en France. Deux organisations la souhaitent, l'une la redoute».*

Les deux organisations, parties intégrantes de la bureaucratie européenne, et *«partisanes d'une nouvelle*

donne pour les relations intersyndicales en France», étant, chacun l'aura compris, les *«chrétiens»* momentanément séparés de la C.F.D.T. et de la C.F.T.C.

Reste la C.G.T. qui piaffe d'impatience à la porte des institutions européennes. Décidément, les néo-staliniens ne peuvent se passer d'une *«nomenklatura»*, après celle de Moscou, celle de Bruxelles et: *«Nicole Notat estime, quant à elle, que si elle n'a pas d'opposition de principes à l'entrée de la C.G.T. au motif qu'il s'agirait d'une organisation communiste, elle attend, en France, des preuves plus tangibles de la conversion des amis de Louis Viannet à la pratique contractuelle».*

Si j'en juge par le comportement des néo-staliniens de la C.G.T., tant dans les instances de la Sécurité Sociale que dans celles de l'assurance chômage qui, pratiquent, sans vergogne, la politique de la terre brûlée, Nicole peut attendre longtemps un soupirant C.G.T.

A moins que l'agitation stalinienne n'ait finalement comme objectif que de se rendre indispensable dans les instances européennes, ce qui, entre autres, expliquerait l'appel à voter JOSPIN, DELORS.

LE MODÈLE ITALIEN

Emilio GABAGLIO: le «prélat»

Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es. La C.E.S. ambitionne de négocier à notre place avec les patrons et la *«Commission»*.

Dans ces conditions, mieux vaut connaître celui à qui nous serions censé confier la défense de nos intérêts.

Le mieux est de se fier au portrait qu'en donne Jean-Louis Validire sous le titre évocateur de: *Emilio GABAGLIO, syndicaliste et «croisé» de l'Union.*

A mon humble avis , syndicaliste ne s'imposait pas, en revanche, *«croisé»* semble tout-à-fait approprié à la personnalité du secrétaire général de la C.E.S. dont le *FIGARO* nous apprend que: *«A 58 ans, l'Italien Emilio GABAGLIO a été reconduit dans son mandat de secrétaire général de la Confédération Européenne des Syndicats (C.E.S.) dont le congrès s'est tenu cette semaine à Bruxelles. Élu à ce poste en 1991 à Luxembourg, il a eu la lourde tâche de transformer un ensemble lâche d'organisations aux convictions européennes variables - fondé en 1976 - en une confédération capable de devenir l'interlocuteur de la Commission et du Patronat dans l'UE»*, et que: *«L'air faussement nonchalant, cet ancien professeur d'économie, diplômé de l'université catholique de Milan, a su imposer sa personnalité... Emilio Gabaglio est un infatigable travailleur au service de la construction européenne. Le départ de Jacques Delors de la présidence de la Commission auquel l'unissait complicités politique et intellectuelle, rend sa tâche plus délicate»*.

On apprend également qu'il est: *«Chrétien sans états d'âme, il a adhéré à plusieurs organisations de la mouvance de la gauche catholique. Italien, il incarne pour la CES la volonté et la possibilité de fonder un syndicalisme qui, malgré ses différences idéologiques, parle d'une seule voix... ...courtois et affable avec quelquefois des faux airs de prélat...».*

Tel est le secrétaire général de la C.E.S., l'ami de Delors, Nicole et Martine.

Il serait surprenant que nous puissions, un jour, parler avec lui: *«d'une seule voix»* et nous lui contestons fermement le droit de parler en notre nom!

A moins de confondre syndicat ouvrier et curie romaine! ou état supranational et démocratie!

Bruno TRENTIN: le stalinien

Bruno TRENTIN qui fait partie de l'engeance stalinienne italienne (celle du compromis historique) prétend désormais nous représenter par le truchement de la C.E.S. C'est ainsi qu'il déclare: *«La C.E.S. s'ouvre à la collaboration avec les comités syndicaux de branches. Elle affirme le principe d'une négociation à ce niveau en affirmant la nécessité d'une prise de décision à la majorité qualifiée. Cela va dans le bon sens... Plus la CES s'élargit, plus il est impératif de trouver un mode de fonctionnement qui engage ses membres...».*

Mais il ne suffit pas de vouloir négocier, encore faut-il savoir sur quoi? ... Bruno Trentin a, au moins, le mérite de la franchise:*«La crise n'est pas uniquement la crise fiscale et financière de l'État-providence. On ne peut pas l'exorciser en revendiquant le maintien des acquis. Il faut certes maintenir les axes, mais cela suppose des réformes profondes qui remettront en cause les acquis... ... Le système d'assurance en tant que tel n'est plus en mesure de faire face à l'évolution démographique, à la dénatalité et à la précarisation du marché du travail. Les syndicats doivent en prendre conscience pour participer à la recherche de nouveaux remèdes».*

Comme on le voit, le néo-stalinien italien n'a pas de complexe. Il faut remettre en cause les acquis (ceux de la classe ouvrière!) et pour que les choses soient bien claires, il ajoute: *«Il n'y a plus aujourd'hui, dans les débats, de diabolisation de ces changements».*

Décidément, l'alliance du stalinisme et du goupillon donne un mélange détonnant. Mais puisqu'il est question de diabolisation, peut-être conviendrait-il effectivement de nous interroger sur la diabolisation de la nation qui s'avère finalement être aussi le champ d'application des statuts et conventions. Or, sans *«champ d'application»*, il n'y a plus ni statut, ni convention!

Alexandre HÉBERT.

YVON ROCTON...

Le 19 mai 1995, ses amis et camarades ont témoigné leur sympathie à Yvon ROCTON qui part en *«pré-retraite»*. A cette occasion, Yvon a retraçé son parcours dont je fus témoin. Contrairement à beaucoup d'autres, il est resté fidèle à ses idées, fidèle à sa classe. Autrement dit, il assuma d'une manière positive sa rupture avec le stalinisme. C'est ce que prouve le discours qu'il a prononcé et que nous reproduisons intégralement.

A.H.

Chers camarades,

Je rendrai tout d'abord hommage à la mémoire de notre camarade Michel LECONTE qui vient de nous quitter. Je salue ici mes invités, dont Alexandre HÉBERT et Marie-Thé, ainsi que mon vieux camarade Pierre LAMBERT. Je vous salue tous bien entendu.

La roue tourne, c'est vrai pour tout le monde. J'avais 18 ans lorsque je suis entré à l'usine. Il y a 39 ans de cela, et le mois de mai étant «fais ce qu'il te plait», cette assemblée générale tombe le jour de ma fête et de mon anniversaire. Il n'y avait pas d'autre date possible.

Je ne suis point un nantais d'origine, je suis natif d'Évron (une petite ville du département de la Mayenne) là où Giscard a perdu sa majorité politique lorsqu'il avait déclaré: «La Mayenne, un pays où il y a plus de vaches que d'habitants». Vous comprendrez donc parfaitement qu'il n'y avait pas pour des jeunes comme moi du travail à Évron. Mon instituteur, qui était un homme rude mais intelligent, avait fort bien compris cela. Il a décidé qu'à l'âge de 12 ans, je devais passer le concours pour obtenir les bourses nationales (les parents n'avaient pas les moyens) afin que je puisse continuer mes études au Collège National Technique du Mans où je fus reçu avec brillance, ce qui permit à mon instituteur de faire un communiqué de presse «pour l'école».

Enfant de la laïque...

Comme vous le comprenez, je suis un enfant de l'école laïque gratuite et obligatoire. Et lorsque plus tard j'ai lu la «Guerre des Boutons», cela m'a fait sourire. Je la faisais avec succès tous les jeudi. Cette école ne m'a pas appris le patois mayennais, mais la grammaire, l'orthographe, en clair la langue française, et, au-delà de 5 fautes dans une dictée, la note était zéro. Comme j'étais tout le temps premier de la classe, mon instituteur disait: «dans le royaume des aveugles, les borgnes sont rois». Et c'est ainsi que d'une petite ville de province, je suis monté dans une autre ville de province, Le Mans.

Le plus frappant, c'était le collège. Nous étions 2.000. Ce qui pour moi était extraordinaire. L'enseignement technique de l'époque était de haut niveau dans le sens où la culture générale était prioritaire, que ce

n'était pas l'alternance école-entreprise, mais acquérir la base d'un métier et les moyens de défendre ce que cela représentait. J'y ai appris les classiques: Molière, Racine, le «siècle des lumières», Voltaire, Rousseau, Diderot. Notre professeur de français nous avait fait écrire un livre, à chaque élève (vous ne le trouverez pas, l'édition étant épuisé, il n'y en avait qu'un exemplaire). Il était tapé par les jeunes filles en commercial, et les fautes d'orthographe étaient corrigées.

Mon professeur de mathématiques m'avait fait lire le livre de Vallès sur la Commune de Paris (je vous le recommande).Vous voyez qu'ainsi pour un fils d'ouvrier, le collège avait ouvert mon intelligence. A force de dissertations, lorsque je suis arrivé dans l'activité professionnelle, je n'ai pas eu de mal à faire de tracts, d'autant que le milieu social remettait l'idéologie sur ses pieds, ce qui, pour autant, ne signifiait pas connaître la vérité. Cet enseignement m'a permis d'avoir mon Certificat d'Études, mon CAP et le Brevet d'Enseignement Industriel avec comme mention: «Premier de l'Académie de Caen».

Retour de l'obscurantisme...

Je dis tout cela pour tirer quelque enseignement par rapport à la vie d'aujourd'hui, car je constate que la grammaire, l'orthographe, la géographie et l'histoire ne participent plus de la nécessité d'un enseignement général, donc à connaître d'où nous venons, où nous allons, ce que nous sommes. Il y a une déqualification généralisée parce que, d'une part, l'enseignement coûte trop cher dans le coût social, que l'on n'a plus besoin avec l'automatisation dans le système capitaliste, d'ouvriers sachant lire et comprendre. L'instruction n'est plus après le pain, le premier besoin du peuple. Il faut aujourd'hui au capital financier spéculatif détruire toutes les bases de la civilisation et pour cela, substituer à la transmission des connaissances, du savoir, l'obscurantisme sous toutes ses formes. L'ouvrier doit croire qu'il est dans la vallée des larmes, que son sort sur terre n'est rien puisqu'il sera heureux ailleurs et qu'ainsi il ne doit pas savoir faire un tract permettant d'exprimer des intérêts contraires au besoin de la décadence à laquelle nous assistons.

On ne doit pas apprendre la géographie, l'histoire, afin de ne pas savoir comment et pourquoi la bourgeoisie a constitué les nations et en conséquence la classe ouvrière dans l'histoire.

Corporatisme, totalitarisme et barbarie...

Ne pas savoir la différence entre République, Démocratie et Dictature. Qu'est-ce qu'un Empire? Qu'est-ce qu'un référendum? Qu'est-ce qu'une commune? On n'apprend plus dans les collèges le droit social, les conventions collectives, les syndicats, le Code du Travail car ceci est contradictoire à la politique du Fonds Monétaire International via la Commission de Bruxelles qui entend substituer aux nations: les régions européennes, avec le retour au dialecte ancien, les pseudo-origines ethniques (dans les pays qui ont subi toutes les grandes invasions), c'est-à-dire créer les conditions politiques contre la civilisation des moyens de la guerre civile. Nous en avons les prémisses en Yougoslavie par exemple, et de l'autre côté des Pyrénées, avec l'Italie, l'ex-gouvemement Berlusconi, la ligue lombarde et la revendication séparatiste de la nation italienne en Fédérations concurrentes. Il ne manque plus que l'indépendance politique, économique et sociale des Corses et de la Bretagne. Toute cette politique est couverte par une idéologie bien réelle: le corporatisme social, comme moyen d'une politique qui, l'histoire nous l'a démontré, conduit au totalitarisme et à la barbarie.

Vous me direz: "Ou veut-il en venir? Quel rapport avec l'aéronautique et nos problèmes?" S'il est bien un endroit où la technique la plus avancée est nécessaire, c'est bien dans ce domaine: un avion, une fusée, un satellite, ce n'est pas un char à bœuf. Des millions d'hommes voyagent, des milliards pourraient voyager et chaque jour il y a un rétrécissement du marché solvable là comme ailleurs.

Qu'on ne s'y trompe pas . Là, comme en agriculture, ou en construction navale, ce n'est pas le simple jeu de la concurrence. Ou plus précisément la concurrence prend un tout autre caractère du fait de la crise du système mondial parasité par la spéculation.

En clair, le rapport financier de l'industrie n'est plus l'investissement industriel, le placement d'argent sur les places financières rapporte mille fois plus. Chaque grande entreprise se comporte comme une banque et a son propre bureau de placement. Tout cela conduit, y compris à l'écroulement des banques elles-mêmes. Mêmes les plus vieilles et les plus assises comme la City londonnienne qui subit les contre-coups de l'effondrement du dollar lié à la crise politique, économique et financière du Mexique et l'Argentine.

L'impérialisme américain

L'impérialisme américain qui en est à l'initiative et qui lui non plus ne contrôle plus rien fait payer les autres et là, par exemple, nous avons un rapport direct entre Boeing et Airbus. Airbus est obligé, compte-tenu des accords du Gatt, de vendre ses avions au dollar à 6 francs, Boeing, lui, les vend au dollar en cours. Faites le calcul!!! Quelle belle morale que l'économie de marché! Ajoutons encore: le Gatt interdit aux États

de subventionner leurs industries aéronautiques (c'est également vrai pour tout autre chose), sauf pour le gouvernement américain qui, lui, soutient comme il le veut, les besoins de recherches de Boeing.

Pour autant, les travailleurs de Boeing sont-ils à l'abri? Et bien, non, ils sont comme nous, et les travailleurs italiens, allemands, et autres... En effet, la Direction de Boeing a dit à ses salariés, depuis trois ans, la concurrence oblige, «faut baisser les prix de revient de 25 à 30%». On nous a dit la même chose en France. Les salaires, chez Boeing, comme chez nous, ont été bloqués. Au dernier renseignement, aucune négociation chez Boeing avec les syndicats sur quoi que ce soit. C'est pourquoi ils sont au bord de la grève.

L'internationalisme ouvrier...

J'ai tout à l'heure excusé l'absence du secrétaire de la Fédération. En effet, il est aux USA avec les camarades des syndicats allemands, italiens, espagnols, et Boeing, pour essayer de trouver une position commune que je résumerais ainsi: "Il ne faut pas que les conséquences de la spéculation et le mode de concurrence qui en découle puissent servir aux entreprises pour, au nom du coût social, casser les avantages qu'ont obtenu les travailleurs de tous ces pays". Les travailleurs de chez Boeing, comme ceux de la Dasa en Allemagne, sont directement menacés de licenciements. Boeing, comme la Dasa veulent délocaliser en Asie. Il est de coutume de dire, et l'ancien P.D.G. de l'Aérospatiale Henri Martre vient de le déclarer, les salaires ne sont pas un problème majeur dans le prix de revient d'un avion. Nous en sommes d'accord, sauf que, la spéculation voit différemment. Le salaire moyen d'un travailleur de l'aéronautique en Europe est de 17.000 frs mensuels mais de 50 dollars en Asie, soit 2.000 à 3.000 frs mensuels.

Rappelez-vous le Ministre Evin, ami de Rocard, Delors et de Martine Aubry (il parle toujours pour une nouvelle société) qui disait à propos des Chantiers de l'Atlantique: "Pour être concurrents, les travailleurs des chantiers devront accepter d'être payés comme les coolies de Hong-Kong". C'est ce que j'appelle le socialisme féodal.

L'on pourrait croire, après tout ce que je viens de dire, que la solution est désespérée. Toute solution économique a aussi ses rapports avec les décisions politiques. On l'a vu récemment avant le premier tour des élections présidentielles, que la politique du franc fort, dont nos gouvernements jusqu'alors étaient fiers (on verra la suite) a eu comme conséquences, de faire perdre deux paquebots aux Chantiers de l'Atlantique, puisque les «voisins européens»: espagnols, portugais, italiens, ont, à plusieurs reprises, dévalué leur monnaie. Tout cela bien sûr, au nom de la monnaie unique européenne. Mais la politique est surtout un produit des rapports des classes, donc de rapport de force. Vous comprendrez et nous le savons tous, que ce qui est décisif, c'est la puissance de la classe ouvrière elle-même à un moment donné. C'est son rapport de force qui fait qu'on avance ou qu'on recule, intégrant dans sa compréhension, les contradictions exprimées par le «Conseil d'Administration» qui gouverne le pays.

Retour de la lutte des classes...

Heureusement, ces temps derniers, la classe ouvrière a rompu avec une paralysie engendrée par la politique d'austérité instaurée il y a 13 ans. Foin de querelles électorales, elle a revendiqué (et continue de le faire) , l'augmentation générale des salaires, la défense des statuts et conventions collectives de la protection sociale collective et le refus des licenciements. Les élections présidentielles se sont déroulées dans le cadre de la lutte de classes. Il n'y a ni premier tour, ni 2ème, ni 3ème tour. Il y a le rejet de la politique d'austérité, de la remise en cause de la protection sociale collective, de rejet des atteintes aux statuts et conventions collectives, politique mise en place par la Commission de Bruxelles de tous les Delors aux ordres du capital financier et de l'idéologie corporatiste. La lutte des classes permet et va permettre de jouer sur les contradictions politiques, pour la défense de nos intérêts.

Il est remarquable de constater que dans tous les pays civilisés, d'une manière quasi-identique, les travailleurs subissent les mêmes plans d'attaque organisés par la Commission de Bruxelles aux ordres de la puissance financière. Partout les travailleurs ripostent. Mais la manière dont ils le font n'est pas égale et nous touchons là un problème majeur: la place et le rôle du syndicat.

Je voudrais prendre deux exemples. J'ai cité tout à l'heure l'Italie. Le gouvernement Berlusconi est tombé suite à la mobilisation spontanée de millions de travailleurs pour défendre leur retraite. L'intersyndicale italienne aux ordres de l'ex-parti communiste (plus précisément stalinien) a réussi même en prenant des boulons dans la figure par les manifestants, à canaliser le mouvement et enfin quelques mois après (c'est-à-dire ces jours-ci) signer avec le gouvernement italien, la remise en cause du droit à la retraite. Dans ce cas, c'est donc le syndicat qui a fait le travail contraire à ce pourquoi il a été créé. Nous avons là un bel exemple de syndicalisme intégré, aux ordres de la banque mondiale et de la Commission de Bruxelles. La mesure du danger est que les travailleurs ne savent plus à qui ils doivent s'adresser pour être défendus. En France, il y en a qui rêvent de faire de même avec la C.G.T.F.O. C'est ce que l'on appelé dans notre jargon la «recomposition syndicale».

J'ai, personnellement, une expérience de la nécessité d'une bataille pour l'indépendance syndicale. Lorsque je suis entré à l'usine, j'étais syndiqué C.G.T. et membre du Parti Communiste. La révolution hongroise de 1956 et son écrasement par les chars du stalinisme, les 28 mois d'Algérie dont le P.C. avait voté les pouvoirs spéciaux pour envoyer le contingent en Algérie, m'ont appris beaucoup de choses sur la vérité de leur politique. Je me suis donc trouvé confronté avec ma place de militant dans ce syndicat contre la fraction politique qui dirigeait le syndicat et qui n'acceptait pas qu'il y ait divergence. J'étais mis en quarantaine. Chez eux, la méthode bureaucratique est très rapide. Avec d'autres camarades, je me suis trouvé exclu. Depuis, nous avons développé l'implantation de la C.G.T.F.O à l'usine, puisque nous sommes devenus majoritaires. Mais, y compris sur la même question d'indépendance, à deux reprises, nous avons dû faire face.

La première dans les années 75/76 avec les AOP (groupement politique du RPR). Il faut dire que cela fut facile à régler. Ensuite, à la veille de 1981 avec une délégation de militants liés au P.S. qui voulait que le syndicat appelle à voter MITTERRAND, nous n'avons pas cédé.

Qu'on se comprenne bien, il ne s'agit pas de reprocher aux militants leur appartenance à quelque mouvement politique que ce soit. Moi-même, c'est de notoriété publique, je suis organisé politiquement, mais parce que, par principe nous reconnaissons l'indépendance du syndicat, ceci lié à ma propre expérience que je viens de citer, j'ai compris que pour préserver le rassemblement des salariés quelles que soient leurs opinions (politique, philosophique ou religieuse) pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux, l'indépendance du syndicat est une nécessité et que, lorsque l'on veut y attenter, c'est toujours pour une bonne raison: faire payer aux travailleurs les besoins de la finance, de l'état et de l'entreprise. Tout cela au nom de la rentabilité, c'est bien connu.

Les barbares...

Mais cela va plus loin. De par sa place dans la société, le syndicat n'exprime pas seulement les intérêts matériels et moraux des salariés. Il est l'élément essentiel et incontournable de la démocratie, de la défense de la civilisation donc de l'avenir de l'humanité. Ceux qui veulent le détruire ou l'aliéner, sont des barbares. Ils sont à l'extérieur représentés directement par les ex-staliniens dirigeant la C.G.T., la C.F.D.T. avec sa doctrine sociale, l'état corporatiste, les relais politiciens, un peu partout, y compris dans notre confédération, et bien sûr, au nom de l'Europe, par la Confédération européenne des syndicats.

Pour en revenir à nos problèmes à l'usine, en relation avec cette question, où en sommes-nous? La puissance du syndicat a pour l'instant pu éviter des licenciements secs. Il vaut mieux partir en pré-retraite que d'être en fin de droit. Pour autant, il nous faut regarder la réalité en face. Dans l'état actuel des plans de charges et si cette politique devait continuer, en quelques mois l'effectif s'ajustera légèrement au-dessus de 1.500. Cela signifie qu'actuellement avec les camarades en déplacement ou mutés, les recherches de travail diversifié de la Direction (80.000 h), la sous charge de travail concerne 200 personnes. Ce qui est vrai à Bouguenais, l'est également à Saint Nazaire et à Méaulte. Elle deviendrait catastrophique à Toulouse puisque cette usine cumulerait d'un seul coup la fin du montage des avions.

Mes propos rejoignent ceux que j'ai tenus précédemment. Il serait souhaitable qu'une entente des syndicats et travailleurs d'Aérospatiale, Boeing, Dasa, Aerospace, etc... puisse se faire sur la ligne de défense de leurs propres intérêts contre la spéculation. Pour qu'il en soit ainsi ou que même il y ait un commencement, cela implique que notre organisation demeure indépendante et qu'elle soit un élément de mobilisation des salariés dans notre propre pays.

Vous savez parfaitement le rôle qu'a joué et que joue notre position syndicale sur le plan national de l'Aéronautique et sur le plan fédéral en relation directe avec notre Union Départementale. C'est pourquoi, j'attire votre attention sur le fait que pour les prochaines élections de mars 96, nos sections auront perdu un peu plus de 120 syndiqués comparativement à une vingtaine chacun pour les autres. C'est le prix que paie une organisation majoritaire lorsqu'il n'y a pas d'embauche. Cela risque de jouer, non pas sur le pourcentage de représentativité, mais sur le calcul des sièges. A cela, il n'y a qu'une seule réponse, renforcer l'organisation, c'est un impératif. Nous ne pouvons nous satisfaire d'être majoritaires. Il n'y a jamais d'avantages acquis là aussi, c'est pourquoi, notre bureau des sections a décidé d'une réunion le 15 juin pour faire le point et engager la discussion d'un plan de bataille au plus près des besoins.

Dans tous les cas, c'est la meilleure réponse à tout éventualité compte tenu de la situation que nous connaissons. A chacun son syndiqué. Une fois de plus, tel est le mot d'ordre. Le bureau doit fonctionner en rapport avec ses syndiqués par la voie de ses collecteurs qui est le point de coordination de la démocratie syndicale.

Merci de votre attention. Vive la C.G.T.F.O.!

Yvon ROCTON.

LAÏCITÉ ET INDÉPENDANCE...

Rassembler, pour défendre la laïcité de l'État, s'organiser, pour que ce rassemblement se concrétise en permanence et pas seulement à l'occasion de manifestations ponctuelles: c'est une ambition et une volonté politique légitimes, que, pour notre part, nous ne séparons pas du combat pour l'émancipation de la classe ouvrière, pour la libération de l'individu.

Dans la longue histoire de la bataille, jamais terminée, des lumières contre l'obscurantisme, des conquêtes législatives successives qui ont permis d'organiser institutionnellement la laïcité, notamment avec la Loi de séparation de 1905, le mouvement ouvrier, en revendiquant le droit à l'instruction publique, a tenu toute sa place.

Contre cette évolution progressive, se dresse l'Église catholique qui n'a jamais accepté que le sujet devienne un citoyen. Elle n'a jamais renoncé au gouvernement du monde. C'est en opposition déterminée à l'Église catholique que se sont affirmées les conquêtes libératrices; mais il nous faut bien y convenir que dans son action, de reconquête du terrain perdu depuis la révolution, l'Église a incontestablement repris l'avantage depuis quelques décennies.

Trahis par ce qu'il est convenu d'appeler la gauche, au nom du compromis historique, de YALTA, de l'allégeance à l'ordre établi, du *«réalisme»* opposé à la révolution sociale, au nom aujourd'hui de l'Europe, les laïques, du moins ceux qui n'abdiquaient pas, ont néanmoins organisé la résistance, dont le bilan est loin d'être négatif.

A cette résistance, en tant que groupe constitué ou à titre personnel, les anarcho-syndicalistes ont apporté leur indispensable contribution.

Nous sommes décidés à la continuer et même à l'intensifier.

L'accord réalisé au sein du *«Centre de liaison et d'information laïque» (C.L.I.L.)* dans la forme que nous lui avons donnée, par les objectifs fixés, et le regroupement qu'il permet autour du *«manifeste»*, patiemment mis au point, longuement réfléchi, permet de dire que nous avons mis au point une méthode de travail, garantissant que l'outil servira uniquement à atteindre l'objectif décidé en commun. Cet outil n'est au service d'aucun groupement, d'aucune tendance, d'aucun regroupement politique, quel qu'il soit, existant ou à venir; il ne doit en aucun cas, être dépendant des évolutions partisanes, les antennes locales, là où elles existent, doivent éviter soigneusement de se commettre dans les compétions municipales.

Nous savons tous qu'il n'y a pas d'un côté la droite cléricale revancharde, et de l'autre la *«gauche»* qui serait redevenue laïque pure et dure, parce qu'elle a perdu l'élection présidentielle.

Au C.L.I.L. (comme dans le syndicalisme issu de la *Charte d'Amiens*), l'indépendance doit être de rigueur.

Si, ici ou là, des citoyens rêvent à je ne sais quelle recomposition politique, libre à eux de forger leurs propres outils.

Pour notre part, sur la base de l'accord réalisé, et seulement sur cette base, avec pour les mois qui viennent, la perspective de réussir la manifestation décidée pour décembre 1995, nous ne ménagerons aucun effort.

Jo. SALAMERO.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.
Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.